



## FRANCE

Des crédits d'urgence  
pour les sans-abri

Une enveloppe de 200 millions d'euros a été débloquée pour l'hébergement d'urgence

Est-ce pour concrétiser la promesse du président Macron, qui, le 27 juillet, a déclaré : *« Je ne veux plus personne dans les rues d'ici la fin de l'année »* ? Une semaine plus tard, jeudi 3 août, le ministère de la cohésion des territoires a décidé de débloquer 200 millions d'euros pour l'hébergement d'urgence. *« Nous attendions cette enveloppe, comme chaque année à la même période, lorsque le budget, régulièrement sous-doté, est ajusté à la réalité des dépenses, dit Florent Guéguen, délégué général de la Fédération des acteurs de la solidarité (Fnars). Mais, dans le contexte actuel, il faut saluer cet effort, qui va au-delà. »* Cette somme devrait permettre la pérennisation des 5 000 places et le financement de nuits d'hôtel supplémentaires.

Un ballon d'oxygène bienvenu mais insuffisant. Dans son « Baromètre du 115 » publié mardi 1<sup>er</sup> août, la Fnars rappelait qu'entre le 10 juin et le 10 juillet 2017, 84 268 demandes d'hébergement ont été effectuées par 20 845 personnes dans les 41 départements enquêtés, soit une augmentation de 17 % par rapport à la même période en 2016. Seules 37 % ont obtenu un toit pour la nuit.

À l'été 2016, ce taux était de 50 %. Comparé à l'été dernier, l'augmentation du nombre de demandes d'hébergement est spectaculaire à Paris (+ 9 %) et surtout en Gironde (+ 52 %) et dans les Bouches-du-Rhône (+ 29 %). Ce département

est confronté à une situation inédite car il ne compte pas moins de sans-abri en été qu'en hiver, et les conditions de vie de ces derniers ne sont pas meilleures, la chaleur étant aussi cruelle que le froid.

## « Usine à délinquance »

La situation à Marseille est catastrophique : de 12 000 à 13 000 personnes, selon l'estimation de Médecins du monde, vivent dehors : *« Peut-être que vous, à Paris, vous avez l'habitude de voir des familles dormir dans la rue, nous non et on ne veut pas s'habituer »,* confie Marjolaine Ducros, déléguée régionale de la Fnars. La canicule n'arrange rien, dans une ville où l'on ne trouve guère de fontaines et encore moins de toilettes publiques : une pour 47 300 habitants, soit 18 pour toute la cité (chiffres TerraEco de 2014). *« Lors de l'Euro 2016, la ville avait pourtant fait l'effort d'installer des toilettes et des points d'eau, démontés depuis »,* déplore M<sup>me</sup> Ducros.

Au pied de l'escalier de la gare Saint-Charles, la nuit venue, des familles, Roms pour la plupart, s'installent à même le trottoir, tandis que des jeunes, de plus en plus nombreux, se rassemblent sur le parvis. *« Nous mettons à l'abri les plus vulnérables, femmes enceintes, personnes handicapées, mais toutes les solutions d'hébergement sont saturées »,* déplore Yves Rousset, préfet délégué à l'égalité des chances dans les Bouches-du-Rhône qui rappelle cependant des



Rhône, qui rappelle cependant des crédits en hausse de 55 % entre 2015 et 2016 et une capacité d'accueil renforcée de plus de 67 %.

Les quinze hôtels partenaires sont complets malgré la règle, appliquée ici seulement, de ne pas dépasser dix nuits par personne et par an : « C'est contraire au principe légal d'accueil inconditionnel, mais nous y recourrons par obligation », reconnaît M. Rousset. « Je règle, chaque mois, 50 000 euros d'hôtel, confirme Nicolas Augier, du service intégré d'accueil et d'orientation, qui gère le 115 pour le compte de 16 associations. Dès 10 heures du matin, toutes les places sont attribuées, les 1 094 d'hébergement d'urgence et les 4 500 en hôtel. La semaine dernière, le 115 n'a pu traiter que 300 appels sur 5 000. »

L'embolie est due à l'afflux de migrants mais aussi à trois récents démantèlements de campements roms : le 6 juillet, 250 personnes étaient délogées ; le 11 juillet, 60 personnes ; le 26 juillet, 30 per-

sonnes. « J'ai repoussé ces expulsions le plus longtemps possible, à la demande des associations, précise M. Rousset, mais nous rencontrons des problèmes de sécurité et avons besoin du terrain pour y créer, précisément, un centre d'hébergement d'urgence. »

Jeudi 27 juillet, huit associations locales (Emmaüs, Fondation Abbé-Pierre, Cimade, Médecins du monde, Fnars...) ont demandé au préfet et au maire que des locaux inutilisés puissent, en urgence, être ouverts. Le préfet se veut rassurant « Nous y travaillons avec des projets très précis qui devraient aboutir en fin d'année. » « C'est un enjeu de santé publique, alerte Jean-Régis Rooijackers, de Médecins du monde. Ce système, qui suscite l'angoisse chez des enfants qu'on met chaque matin à la porte, est une vraie usine à délinquance. Il est temps que tous les acteurs construisent ensemble une politique ambitieuse de sortie des bidonvilles. » ■

ISABELLE REY-LEFEBVRE